



## Arrêt

**n° 136 134 du 13 janvier 2015**  
**dans l'affaire X / V**

**En cause :**

**X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 9 novembre 2012 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 11 octobre 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 décembre 2014 convoquant les parties à l'audience du 12 janvier 2015.

Entendu, en son rapport, C. ANTOINE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me M.P. DE BUISSERET, avocat, et N.J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. *Faits invoqués*

*Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule, originaire de Conakry et de confession musulmane. Le 04 janvier 2011, vous avez introduit une première demande d'asile en Belgique. A l'appui de celle-ci, vous avez invoqué un mariage forcé avec le vieux propriétaire de la maison où habitait votre oncle paternel. Le 30 mars 2011, une décision de refus du statut de réfugié et refus d'octroi du statut de protection subsidiaire a été prise par le Commissariat général. Celle-ci se basait sur de nombreuses invraisemblances, incohérences et lacunes portant sur des points essentiels de votre récit, à savoir votre mari, votre vécu quotidien avec celui-ci et le fait que vous ayez poursuivi et achevé vos études d'infirmière contre son gré. Le 20 avril 2011, vous avez introduit un*

recours contre cette décision devant le Conseil du Contentieux des étrangers. Le 5 août 2011, dans son arrêt n° 65.396, celui-ci a confirmé la décision du Commissariat général estimant que les motifs développés par ce dernier étaient pertinents dès lors qu'ils portaient sur des éléments déterminants du récit, à savoir la réalité de votre mariage forcé.

Vous dites n'être pas retournée en Guinée depuis l'introduction de votre première demande d'asile. Le 14 septembre 2011, vous avez introduit une seconde demande d'asile à l'Office des étrangers. A l'appui de celle-ci, vous déposez trois convocations de police originales émises à votre nom et une attestation originale de l'OGDH (Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen) datée du 3 octobre 2011. Vous déclarez que ces documents appuient vos déclarations selon lesquelles vous êtes toujours recherchée en Guinée en raison des problèmes que vous avez invoqués à l'appui de votre première demande d'asile. Vous ajoutez que votre oncle paternel a été emprisonné par votre mari à cause de vous et que ce dernier mène des enquêtes pour vous retrouver. Vous ajoutez également que votre problème s'est aggravé du fait que vous êtes enceinte d'un enfant qui va naître hors mariage. Vous déposez un certificat médical daté du 11 octobre 2011 attestant que vous êtes enceinte. Votre conseil, Maître Henkinbrant a, lui, déposé trois articles de presse traitant de la situation des femmes en Guinée.

Le 8 décembre 2011, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, expliquant que les nouveaux documents déposés ne peuvent pas rétablir la crédibilité des faits concernant votre mariage forcé. Elle mettait également en avant l'absence de pertinence de votre crainte concernant votre enfant né hors mariage. Le 27 décembre 2011, vous avez introduit un recours contre cette décision auprès du Conseil du Contentieux des étrangers. Ce dernier a, par son arrêt n°79 644 du 19 avril 2012, annulé la décision du Commissariat général afin qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur une analyse plus approfondie de la nouvelle crainte que vous avez invoquée au sujet de l'excision de votre fille née en Belgique et portant sur l'évaluation du risque d'exclusion sociale pour cette enfant. Ainsi, votre demande d'asile est à nouveau soumise à l'examen du Commissariat général, qui a jugé opportun de vous réentendre à ce sujet en date du 24 septembre 2012.

Notons également qu'en date du 23 avril 2012, vous avez donné naissance à Montigny-le-Tilleul à une fille nommée [A. G.].

## **B. Motivation**

Le Commissariat général constate qu'il n'est pas possible de vous reconnaître le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ni de vous accorder la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.

Rappelons que l'arrêt n° 65.396 du 5 août 2011 possède l'autorité de la chose jugée. Il convient à présent d'examiner si les éléments que vous invoquez à l'appui de votre seconde demande d'asile démontrent de manière certaine qu'une décision différente aurait été prise si ces éléments avaient été portés à notre connaissance lors de votre première demande d'asile.

S'agissant des trois convocations de police originales émises à votre nom (respectivement datées du 24 octobre 2010, du 12 novembre 2010 et du 17 janvier 2011), il y a lieu de relever qu'aucun motif ne figure sur celles-ci. Par conséquent, le Commissariat général est dans l'impossibilité de vérifier que vous étiez convoquée pour des motifs liés à votre demande d'asile. Vous émettez d'ailleurs vous-même des doutes au sujet des raisons pour lesquelles vous avez été convoquée puisque vous déclarez : « je pense qu'il a porté plainte et que c'est pour cela que la police m'a apporté des convocations » (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p. 5). En outre, notons que vous ignorez quand votre mari a déposé plainte, quand lesdites convocations ont été déposées à votre domicile de Cosa, qui vous a convoquée et qui vous deviez voir à la gendarmerie mobile n° 3 (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p. 5 et 6). Enfin, relevons qu'un élément nous permet de douter de l'authenticité desdites convocations. En effet, celles-ci ne mentionnent pas l'identité de leur auteur. Pour les raisons développées supra, le Commissariat général considère que les trois convocations de police que vous avez déposées à l'appui de votre seconde demande d'asile ne permettent pas d'inverser le sens de la décision qu'il a prise précédemment à votre égard.

Concernant l'attestation originale de l'OGDH datée du 3 octobre 2011, vous expliquez que, le 20 septembre 2011, vous avez rencontré un jeune guinéen à la Gare du Nord et lui avez expliqué que

*l'Office des étrangers refusait d'enregistrer votre seconde demande d'asile sous prétexte que vous n'aviez pas d'éléments nouveaux par rapport à votre première demande d'asile. Face à votre désarroi, ce dernier, sur le point de retourner en Guinée, vous a promis de trouver des documents prouvant vos problèmes au pays. Vous ajoutez qu'une fois en Guinée, il s'est adressé à un certain [D. D.], qu'il a obtenu ladite attestation et qu'il vous l'a envoyée. Le Commissariat général ne peut que constater le caractère totalement fantaisiste de la façon dont vous dites avoir obtenu ce document. Vous précisez que, pour rédiger cette attestation, l'OGDH s'est basée sur les déclarations de ce jeune guinéen rencontré à la Gare du Nord et sur des enquêtes qu'elle aurait menées (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p.7 et rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 3 et 4). Toutefois, force est de constater que, quant bien même cette attestation aurait été délivrée par l'Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, elle ne peut inverser le sens de la précédente décision du Commissariat général puisqu'elle se limite à retracer les faits que vous avez invoqués à l'appui de votre première demande d'asile (faits remis en cause par les instances d'asile belges) sur base de déclarations faites par un jeune guinéen que vous avez rencontré en Belgique et à qui vous avez raconté votre histoire. En outre, sur base de vos déclarations, il n'est pas possible de croire que l'OGDH ait effectué des enquêtes avant de délivrer ladite attestation. En effet, interrogée à ce sujet, vous déclarez: « ils sont allés là-bas pour faire la vérification (...) auprès de mon mari qui a confirmé que c'était bien vrai » (rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 3) mais vous ne savez pas qui a mené ces enquêtes, quand l'OGDH s'est adressée à votre mari, si elle l'a rencontré à plusieurs reprises et si elle a contacté d'autres personnes de votre entourage avant d'établir ledit document (rapport d'audition du 23 novembre 2011, pp. 3 et 4). De plus, notons que vous ignorez quand le jeune guinéen rencontré à la Gare du Nord s'est adressé à l'OGDH, qui est [D. D.], si ce dernier travaille pour l'OGDH et pourquoi le jeune guinéen s'est adressé à lui en particulier (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p. 7). Pour toutes ces raisons, le Commissariat général est d'avis que l'attestation de l'OGDH que vous avez déposée à l'appui de votre seconde demande d'asile ne permet ni de rétablir la crédibilité qui fait défaut à vos déclarations ni de croire que vous encourez un risque de persécutions, voire de mort, en cas de retour dans votre pays d'origine.*

*Vos déclarations relatives à votre situation actuelle en Guinée n'ont pas non plus permis au Commissariat général de prendre une autre décision concernant votre demande d'asile, et ce en raison de leur caractère vague, voire inconsistent. En effet, vous dites que votre mari mène partout des recherches pour vous retrouver (rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 4) mais, invitée à donner d'autres informations, concrètes et précises, permettant d'attester que vous êtes recherchée en Guinée, vous n'êtes en mesure de le faire (rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 4). De même, vous déclarez qu'à cause de vous, votre oncle paternel a été arrêté et placé en détention sur ordre de votre mari. Vous ignorez toutefois quand il a été arrêté et où il est détenu (rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 5 et 6). Dès lors, compte tenu du caractère vague et imprécis, voire inconsistent, de vos déclarations relatives à votre situation actuelle en Guinée, le Commissariat général considère que vos déclarations ne sont pas crédibles.*

*En conclusion des arguments développés ci-dessus, le Conseil du Contentieux des Etrangers a confirmé, dans son arrêt n°79 644 du 19 avril 2012 que « Ces motifs suffisent en l'occurrence à conclure que ces éléments ne peuvent rétablir la réalité des faits relatés portant sur la crédibilité des craintes de la partie requérante liées au mariage forcé invoqué » (Arrêt n°79 644 du 19 avril 2012 du Conseil du contentieux des étrangers).*

*A l'appui de votre seconde demande d'asile, vous déclarez également craindre d'être tuée par votre oncle et/ou votre mari parce que vous êtes enceinte d'un enfant qui n'est pas celui de ce dernier (le père de votre enfant étant un jeune guinéen rencontré en Belgique). Vous ajoutez que les enfants bâtards ne sont pas acceptés dans votre famille et que vos deux enfants risquent d'être tués eux aussi (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p. 3 et 4). A ce sujet, il y a lieu de rappeler que votre mariage n'a pas été jugé crédible par les instances d'asile belges et qu'il n'est, dès lors, pas possible de croire que votre enfant va naître « hors mariage ». En outre, invitée à plusieurs reprises à expliquer en quoi le fait que vous ayez un enfant « hors mariage » est un problème pour votre oncle paternel, vous n'êtes en mesure de le faire puisque vous vous limitez à répéter que votre oncle vous a souvent dit qu'un enfant bâtard n'a pas sa place dans sa maison et qu'il est capable de tous vous tuer (rapport d'audition du 28 octobre 2011, p. 3 et 4 et rapport d'audition du 23 novembre 2011, p. 6, 7, 8 et 9). Enfin, notons qu'il ressort des informations objectives mises à la disposition du Commissariat général et dont une copie est jointe au dossier administratif (Farde information des pays, SRB, Guinée, "Les mères célibataires et les enfants nés hors mariage", juin 2012) que le problème des enfants bâtards se pose au niveau du statut de l'enfant qui ne sera pas reconnu au même titre qu'un enfant légitime mais, même dans la vision la plus*

répressive, il n'est nullement fait mention de tuer l'enfant né. De plus, en ce qui vous concerne, vous provenez de Conakry. Or, le milieu urbain tolère aujourd'hui largement la mère célibataire même si cette situation n'est évidemment pas souhaitée. On trouve ainsi de nombreuses familles monoparentales à Conakry. Il est admis que les jeunes filles mettent au monde des enfants hors mariage et les enfants nés de ces relations sont acceptés tant par la communauté que par les parents de la jeune fille mère. Partant, le Commissariat général conclut que vous n'apportez aucun élément concret et pertinent prouvant que vous et/ou vos enfants seriez en danger en cas de retour en Guinée en raison de votre accouchement en Belgique ou encore que votre enfant soit victime d'une exclusion sociale en Guinée.

Concernant cet enfant, lors de l'audience auprès du Conseil du contentieux des étrangers, vous avez invoqué la crainte que votre fille née en Belgique soit excisée. Ainsi, vous avez été à nouveau entendue par le Commissariat général au sujet de cette crainte. Cependant, l'analyse de votre situation ne permet pas de convaincre le Commissariat général que vous nécessitez une Protection internationale pour ces raisons. En effet, vous tenez des propos très imprécis et peu convaincants sur le risque qu'encourrait votre fille en cas de retour au pays.

Ainsi invitée à citer les personnes pouvant faire exciser votre fille en Guinée, vous parlez de votre famille en général, de vos oncles et vos tantes, ainsi que votre mari (rapport d'audition du 24/09/2012, p. 4). Pourtant, vous affirmez ne pas avoir eu de contact avec la Guinée depuis votre arrivée en Belgique (rapport d'audition du 24/09/2012, p. 11). Il convient de relever que votre crainte est hypothétique dans la mesure où vous n'avez pas de contact avec votre pays. Dès lors, rien ne permet de déterminer quelle est la situation de ces personnes actuellement, ni leur position par rapport à la crainte que vous invoquez. Concernant votre mari (imposé), compte tenu du fait que le mariage forcé a été remis en cause par la présente décision et la précédente demande d'asile, le Commissariat général peut raisonnablement conclure en l'absence de crédibilité des circonstances dans lesquelles votre fille serait exposée à une excision en cas de retour en Guinée par cette personne. De plus, à la question de savoir pourquoi vous ne pourriez pas protéger votre fille de l'excision, vous répondez que « si je suis sortie, ils peuvent venir la prendre et l'emmener sans que je le sache » (rapport d'audition du 24/09/2012, p. 7). Vous expliquez que l'excision est une coutume pour les petites filles, qu'elles doivent se faire exciser et qu'on prend les fillettes à l'insu des parents pour les faire exciser (rapport d'audition du 24/09/2012, pp. 7, 8). Vos propos restent de portée générale et ne concernent pas particulièrement votre situation personnelle. Au vu de nos informations selon lesquelles le taux de prévalence diminue, surtout à Conakry (fiche Information des pays, SRB: "Guinée, les Mutilations Génitales Féminines", septembre 2012), et au vu de votre niveau d'instruction, de la formation que vous avez suivie (infirmière), il n'est pas permis de croire que vous ne puissiez faire face aux éventuelles pressions exercées par des membres de votre famille. Par ailleurs, questionnée sur la position du père de votre fille par rapport à l'excision de celle-ci, vous déclarez ne pas connaître sa position exacte vu que vous n'avez plus de contact avec lui (rapport d'audition du 24/09/2012, pp. 3, 11). Le Commissariat général ne voit pas en quoi vous craignez des personnes dont vous n'avez plus de nouvelles, ne sachant nullement quelle est leur position actuelle par rapport à l'excision.

Au vu de tout ce qui précède, force est de conclure que vos propos sont trop imprécis et hypothétiques, ce qui empêche le Commissariat général de conclure qu'en cas de retour en Guinée, vous ne seriez pas à même de vous soustraire d'une éventuelle pression sociale pour faire exciser votre fille. Cela est renforcé par le fait que vous déclarez provenir de Conakry et disposez d'un niveau d'instruction élevé, à savoir que vous possédez un diplôme d'infirmière.

Enfin, quant à savoir si vous seriez exposée à une forte hostilité sociale du fait de votre refus de faire exciser votre fille, le Commissariat général relève que vous avez déclaré avoir vécu dans la ville de Conakry depuis votre naissance, et que selon les interlocuteurs rencontrés lors d'une mission conjointe en Guinée des instances d'asile belges, françaises et suisses en novembre 2011, et dont une copie figure dans le dossier administratif (fiche Information des pays, SRB: "Guinée, les Mutilations Génitales Féminines", septembre 2012), « les avis sont partagés quant aux conséquences sur la vie sociale. Alors que certains soulignent une possible marginalisation de la vie sociale, d'autres affirment que cela ne pose aucun problème. Quoi qu'il en soit, en milieu urbain, même s'il peut avoir une stigmatisation indirecte de certains membres de la famille (c'est-à-dire qu'elle peut avoir des difficultés de trouver un mari pour une fille non excisée -même cela aussi est en train de changer) le risque de se trouver coupé de toute assistance de certains membres de la famille est d'une ampleur très limitée. Les parents peuvent, s'ils sont convaincus, mettre en place les conditions nécessaires pour éviter cette pratique à leur enfant jusqu'à sa majorité et il n'y a pas de menace physique et ouverte, de discrimination au niveau de l'emploi ou de répression de la part des autorités pour le refus de procéder à l'excision. Quoi

*qu'il en soit, la personne pourra en cas de menace obtenir la protection de ses autorités si elle en fait la demande » ; et « à l'heure actuelle, de plus en plus de parents, surtout en milieu urbain et parmi les intellectuels, ne veulent plus que leur fille soit excisée et créent les conditions nécessaires pour la protéger jusqu'à sa majorité. Ils évitent ainsi de l'envoyer dans la famille au village, car c'est souvent de là que s'exerce la pression pour pratiquer l'excision. Dans les grandes villes, personne ne peut subir de telles brimades pour leurs filles. Dans les villes, on n'est pas focalisé sur l'excision et on est fortement exposé aux activités médiatiques relatives à l'excision, surtout via les radios. Dans les grandes villes, ces risques (de rejet social) sont d'une ampleur très limitée. Une bonne partie des filles nées dans les grandes villes, surtout à Conakry ne subissent plus cette pratique que de façon très symbolique à l'hôpital. Toutefois, les conservateurs continuent d'envoyer leurs filles au village pour y subir la forme clandestine et interdite de l'excision ».*

*Au vu de ce qui précède, le Commissariat général n'est nullement convaincu que votre prise de position contre l'excision de votre enfant aura des conséquences d'une ampleur telle que cela équivaldrait à une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Dans ces conditions, la seule présentation de plusieurs certificats médicaux attestant de votre excision de type I et de la non excision de votre fille ne peut suffire à conclure qu'en cas de retour au pays vous seriez exposée à une pression sociale pour exciser votre fille à laquelle vous ne pourriez vous soustraire.*

*Quant aux autres documents que vous avez déposés, ceux-ci ne sont pas de nature à renverser le sens de la présente décision. L'extrait du registre d'acte de naissance de votre fille prouve votre lien de parenté et le fait que votre fille a bien été déclarée officiellement en Belgique, ce qui n'est pas remis en cause ci-dessus. La carte d'identité de votre fille et votre extrait d'acte de naissance tendent à prouver votre identité et celle de votre fille, éléments qui ne sont pas remis en cause par la présente décision. La carte du "Gams" prouve que vous êtes membre de cette association qui lutte contre de la pratique de l'excision. Ces documents ne sont donc pas de nature à invalider la présente analyse. Concernant les articles tirés d'Internet déposés par votre Conseil, il y a lieu relever que ceux-ci ne peuvent inverser le sens de la présente décision dès lors qu'il concernent la situation générale des femmes en Guinée mais ne traitent aucunement de votre cas en particulier.*

*Au vu de ce qui précède, il y a lieu de conclure que les différents documents et éléments que vous apportez à l'appui de votre seconde demande d'asile ne sont ni de nature à rétablir la crédibilité des faits que vous avez invoqués à l'appui de votre première demande d'asile, ni à établir le bien-fondé des nouvelles craintes et risques que vous alléguiez dans le cadre de votre seconde demande d'asile. Partant, vous ne remplissez pas les conditions de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi de la protection subsidiaire.*

*En ce qui concerne la situation générale, la Guinée a été confrontée en 2012 à des tensions internes, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues. Des violations des droits de l'homme ont en effet été commises par les forces de sécurité guinéennes, à l'occasion de manifestations à caractère politique. Des tensions entre le gouvernement et certains partis politiques d'opposition sont toujours palpables. La période de transition qui aurait normalement dû s'achever par l'organisation d'élections législatives dans un délai de 6 mois, s'éternise. Il appartient désormais aux différents acteurs politiques de faire en sorte que toutes les conditions soient réunies pour achever cette période de transition et permettre la tenue des élections législatives dans un climat apaisé. L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle et il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, § 2 (voir farde Information des pays, SRB "situation sécuritaire en Guinée", septembre 2012).*

## **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers »*

## 2. La requête et les éléments nouveaux

2.1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Dans l'exposé de ses moyens, elle invoque la violation de différentes règles de droit.

2.3. En substance, elle conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.4. En conclusion, elle demande de reconnaître la qualité de réfugié à la requérante.

2.5. Par une note complémentaire du 8 janvier 2015, la partie défenderesse dépose des éléments nouveaux au dossier de procédure.

## 3. La discussion

3.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : *« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 »*. Ledit article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève précise que le terme *« réfugié »* s'applique à toute personne *« qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays »*.

3.2. Aux termes de l'article 48/4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, *« Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 »*.

Selon le deuxième paragraphe de cette disposition, *« sont considérés comme atteintes graves :*

*a) la peine de mort ou l'exécution ; ou*

*b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*

*c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international »*.

3.3. Le Commissaire adjoint refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante et de lui octroyer la protection subsidiaire pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

3.4. La partie requérante conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

3.5. Le Conseil observe que la présente demande d'asile concerne deux personnes distinctes, dont les craintes sont spécifiques à leur situation : d'une part, la fille de la partie requérante, qui ne serait pas excisée et qui risquerait d'être victime d'une mutilation génitale féminine (ci-après « MGF ») dans son pays, et d'autre part, la partie requérante comme telle qui craint des persécutions en raison de son opposition à l'excision de sa fille.

Bien que la présente procédure d'asile soit mue par la seule partie requérante *sensu stricto*, qui apparaît *de facto* comme la seule destinataire de la décision querellée, il ne peut être contesté que sa fille a été formellement et intégralement associée par ses soins à chacune des étapes de cette demande d'asile : son nom figure explicitement dans le document « annexe 26 » daté du 14 septembre 2011, la partie défenderesse a instruit comme telle cette crainte d'excision et la décision attaquée l'aborde dans sa motivation. A l'audience, la partie défenderesse ne conteste pas que sa décision concerne tant la partie requérante elle-même que sa fille. Dans une telle perspective, et pour rétablir la clarté dans les débats

juridiques, le Conseil estime nécessaire de mettre formellement à la cause A. G., fille de la partie requérante, et de procéder à un examen distinct des craintes respectives des deux intéressées.

3.6. A la lecture de la documentation exhibée par les parties, le Conseil estime qu'en l'état des informations statistiques actuellement disponibles, les taux de prévalence des MGF observés en Guinée traduisent un risque objectif et significativement élevé de MGF, à tout le moins pour les jeunes filles mineures de ce pays qui n'y ont pas encore été soumises. Le Conseil considère que ce risque, ainsi qualifié, suffit en lui-même à fonder, dans le chef des intéressées, une crainte de persécution en cas de retour en Guinée, sauf à établir qu'à raison de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres, celles-ci n'y seraient pas exposées ou seraient raisonnablement en mesure de s'y opposer.

Le Conseil constate également que les efforts entrepris par les autorités guinéennes pour mettre fin aux MGF sont réels et consistants. De l'aveu même de ces autorités, qui prennent notamment acte de la persistance d'un taux de prévalence extrêmement élevé, les résultats concrets de ces efforts sont toutefois trop insuffisants et nécessitent la mise en œuvre d'un plan d'action pour accélérer l'abandon des MGF. Dans une telle perspective, le Conseil estime que ces résultats ne permettent pas de considérer que les instruments et mécanismes mis en place en faveur des personnes exposées à un risque de MGF, offrent actuellement à celles-ci une protection suffisante et effective pour les prémunir de ce risque.

3.7. Le Conseil observe qu'en l'espèce, Il ne dispose pas des éléments permettant d'apprécier le risque d'excision de A. G. : le dossier de la procédure ne comporte aucun document médical récent qui attesterait que A. G. n'est pas excisée et l'instruction actuelle de la cause ne permet pas de déterminer si, en raison de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres, A. G. ne serait pas exposée à une MGF ou serait raisonnablement en mesure de s'y opposer. A l'audience, interpellées quant à ce, les deux parties reconnaissent ne pas pouvoir communiquer les informations utiles au Conseil.

3.8. Le Conseil constate que la crainte de la requérante est liée à celle de sa fille. Par ailleurs, à supposer que cette dernière soit reconnue réfugiée, il convient aussi de déterminer si, le cas échéant, la requérante pourrait bénéficier du principe de l'unité de famille.

3.9. En conséquence, le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Toutefois, le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction. Dès lors, conformément aux articles 39/2, § 1er, 2° et 39/76, § 2 de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée afin que le Commissaire général procède aux mesures d'instruction nécessaires pour répondre aux questions soulevées dans le présent arrêt.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision (CGX/X) rendue le 11 octobre 2012 par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

### **Article 2**

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize janvier deux mille quinze par :

M. C. ANTOINE,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

C. ANTOINE